

Je suis en mesure d'affirmer aux Canadiens que nous avons les moyens et les ressources nécessaires pour remplir les obligations que nous avons contractées, et ce sans recourir à la conscription.

Nous tous dans cette Chambre souhaitons la fin de ce conflit -- personne plus que mes collègues du gouvernement et moi-même. Mais certains députés soutiennent qu'il devrait maintenant y avoir une pause dans ce conflit. Nous estimons que cela aurait un effet négatif. La résolution 678, que le Canada a coparrainée, prévoyait déjà une pause. Le gouvernement ne voit pas l'utilité d'en faire une autre. La meilleure réaction à l'intransigeance et à la brutalité de Saddam Hussein est justement de ne pas lui accorder de répit dans une guerre qu'il a lui-même provoquée. Nous aurions tort de lui laisser la moindre chance de déployer d'autres missiles pour attaquer des villes d'Israël et de l'Arabie saoudite. Et nous n'allons pas prendre le risque de le laisser refaire ses forces, réparer son infrastructure endommagée et renforcer ses défenses.

La première chose à faire est de gagner la guerre. La deuxième est de gagner la paix. Saddam Hussein a exploité les brèches et les faiblesses de la région la plus explosive du globe. Une région où l'on trouve des armes de destruction massive. Une région qui a enrichi les marchands de canons. Une région où il y a beaucoup de pauvres et où la politique est notoirement instable. Une région dont l'histoire a été marquée par une succession de guerres engendrées les unes par les autres.

Pendant que les combats se poursuivent pour libérer le Koweït, pendant que les résolutions des Nations Unies sont mises à exécution, des diplomates canadiens ont commencé à examiner ce qu'il faudra faire ensuite pour apporter la paix et la sécurité à cette région agitée. La victoire militaire que nous visons sera bien amère et bien éphémère si elle ne débouche pas sur une paix juste et durable. Nous ne ménagerons aucun effort pour trouver des solutions à ces problèmes. Et la recherche de ces solutions passe d'abord par les Nations Unies. Si nous parvenons à rester solidaires maintenant, les problèmes de cette région pourront être abordés par une ONU d'autant plus forte qu'elle aura traversé la crise avec succès. Si nous ne parvenons pas à rester solidaires, ces problèmes ne feront qu'empirer sous les yeux de l'ONU discréditée.

Tout au long de cette crise, le gouvernement a adopté une position claire, cohérente et constante, une position de principe. Nous nous sommes opposés à l'agression, nous avons appuyé les Nations Unies et nous avons pris fermement le parti que le Canada assumerait sa part de responsabilités. Il n'y a pas eu la moindre ambiguïté ni le moindre revirement. Personne ne peut douter de la position que le gouvernement a adoptée dès le début.

En novembre dernier, lors du deuxième des trois débats que cette Chambre a tenus sur la crise du Golfe, le gouvernement a exposé les intérêts du Canada, affirmé son intention d'appuyer la volonté des Nations Unies et défini les